

Actualités



La préfecture de Seine-Saint-Denis à Bobigny, dans le nord-est de Paris. Crédit : AFP

En Seine-Saint-Denis, la préfecture annonce des progrès dans la prise en charge des étrangers

Par [Romain Philips](#)

Baisse du délai de traitement, forte hausse des remises de titres de séjour, augmentation du nombre d'étrangers reçus... La préfecture de Seine-Saint-Denis, en région parisienne, l'une des plus sollicitées de France en termes d'accueil des étrangers, a annoncé de premiers résultats dans le cadre du "plan global" du ministre de l'Intérieur pour désengorger les préfectures.

C'est une communication rare tant les délais dans les préfectures ne font que s'allonger au fil des ans. En Seine-Saint-Denis (région parisienne), la préfecture a annoncé, vendredi 17 juillet, une forte baisse du délai moyen de traitement des demandes de titres de séjour en juin 2026. Selon les autorités du département métropolitain qui compte le plus d'étrangers en France, le délai moyen de traitement d'un dossier est passé de 241 jours en mai à 144 jours en juin. Soit une baisse de 70%.

Les indicateurs sont aussi au vert concernant la remise des titres. La préfecture signale une "très forte hausse (+53%) du nombre de titres de séjour remis". Dans le détail, selon les services de l'État, ce sont près de 12 000 titres de séjour qui ont été délivrés contre moins de 8 000 en mai.

A lire aussi

[France : face aux délais de renouvellement de titres de séjour, des milliers de personnes au désespoir](#)

Le nombre d'usagers accueillis dans le cadre des procédures pour étrangers a aussi augmenté. Ainsi, "24 777 usagers ont été reçus en juin contre 14 286 en mai", indique la préfecture, qui se félicite de cette hausse de 73%.

"La réalité est qu'on partait de très, très loin"

Et sur le terrain, la différence commence à se faire ressentir. "Globalement, la situation s'améliore", commente Jean-Albert Guidou, membre du pôle confédéral "Travailleurs migrants" de la CGT, joint par InfoMigrants. "Pour les prises de rendez-vous ou les

renouvellements par exemple à Bobigny, ça s'est très nettement amélioré", ajoute le syndicaliste qui milite depuis des années contre la dématérialisation des démarches en préfecture et l'allongement des délais.

Selon le syndicaliste, la situation s'améliore uniquement à Bobigny : "Il reste des points noirs au niveau des sous-préfectures".

Si le militant note une avancée sur les renouvellements de titres notamment, il reste sceptique concernant les nouvelles demandes d'admission exceptionnelle au séjour (AES). "Sur ce point, on ne voit pas trop d'améliorations. On suit encore des personnes qui ont déposé des demandes en 2023", déplore-t-il.

"Le travail va se poursuivre pour amplifier encore ces résultats", se défend la préfecture. Traiter tous les arriérés est effectivement un chantier colossal. **En début d'année par exemple, la Seine-Saint-Denis, était seulement "en train de finir de traiter les dossiers déposés fin 2022", explique Jean-Albert Guidou.**

"Sans régularisation en bonne et due forme, toute une vie peut s'effondrer"

Depuis des années, associations et ONG ne cessent d'alerter l'État sur les dysfonctionnements et le manque de moyens dans les préfectures. Ces multiples couacs empêchent les étrangers de se régulariser, de prendre un rendez-vous à la préfecture, de renouveler leurs papiers ou même de déclarer un changement d'adresse ou de situation familiale.

Et ce manque de réponse des préfectures a souvent des conséquences terribles pour les étrangers en France. "Sans régularisation en bonne et due forme, toute une vie peut s'effondrer. C'est impossible, par exemple, de souscrire à l'Assurance maladie, car il faut prouver qu'on est en situation régulière. Et pour les personnes en règle qui n'arrivent pas à renouveler leur titre de séjour, c'est toute leur vie qui s'effondre comme un château de cartes car de leur situation administrative dépend tout le reste. En l'espace de quelques mois, vous pouvez être un ressortissant étranger parfaitement inséré en France et tout perdre à cause d'un embouteillage au sein des préfectures et d'un manque de moyens humains", [racontait l'avocat en droit des étrangers Alexandre Delavay à InfoMigrants en mars 2026.](#)

Plan global

Face à ces problèmes, le ministre de l'Intérieur Laurent Nunez avait annoncé un ["plan global" pour "désengorger les préfectures"](#). Et les progrès réalisés l'ont été grâce à lui, selon la préfecture. Le département de Seine-Saint-Denis avait effectivement obtenu le 4 mai dernier un renfort de 63 agents. Une augmentation d'effectifs qui devrait durer jusqu'à la fin de l'année au moins.

A lire aussi

["C'est l'instabilité qui les casse" : un rapport documente l'impact des démarches sur la santé mentale des travailleurs étrangers en France](#)

Parmi les mesures phares de ce plan, l'on retrouve donc le recrutement de 500 vacataires (dont plus de 10% ont été envoyés en Seine-Saint-Denis) ainsi que deux millions d'euros d'heures supplémentaires. Le ministre de l'Intérieur veut aussi simplifier les procédures : ainsi, il est

prévu de ne plus demander aux étrangers en situation régulière de déclarer leurs changements d'adresse et d'actualiser la liste des documents nécessaires au renouvellement de leur titre.

Le ministère de l'Intérieur préconise également d'automatiser le renouvellement des attestations, une instruction pour éviter les ruptures de droit et les conséquences subites d'une plongée dans l'irrégularité.